

laisser entrevoir d'autres changements prochains. Peut-être pouvons-nous nous attendre à une nouvelle politique d'expansion monétaire et fiscale.

Là où je trouve à redire, c'est sur la planification d'amateur du gouvernement actuel, car notre ministre des Finances n'a sûrement pas pris sur lui-même de libérer le dollar canadien. Si nous nous en tenons à son exposé budgétaire de mars, il n'a certes pas décidé volontairement d'abandonner ses plans d'imposer des restrictions sur le crédit. Dans les deux cas, on l'y a forcé pour sauver les apparences.

Le ministre sait parfaitement bien que la libération du dollar vient tard. Il sait que la pression a commencé à s'accumuler comme un furoncle sur le cou dès décembre et qu'elle a continué pendant tout le premier trimestre. Que faisaient les conseillers du ministre pendant ce temps, alors que le dollar canadien se tendait à l'extrême limite du cours qui lui avait été fixé? Ils ne devaient certainement pas le conseiller beaucoup.

Le Canada a maintenant plus d'un demi-million de chômeurs. Le déblocage du dollar ne remédiera pas à cette situation à court terme et il risque même de l'aggraver. Je vois le gouvernement marcher dangereusement sur la corde raide. Les industries d'exportation canadiennes connaissent une concurrence féroce à l'étranger et maintenant les produits canadiens vont coûter plus cher. Je songe surtout aux produits agricoles primaires et à ceux dont a parlé celui qui m'a précédé. Je n'oublie pas non plus, loin de là, que cela va créer une situation délicate dans le domaine du chômage déjà en hausse.

Si nos vendeurs sur les marchés internationaux sont à la hauteur de la tâche, nous en sortirons peut-être indemnes. Ils réussiront peut-être à nous en tirer. Mais, monsieur l'Orateur, le ministre ne nous a pas tout dit, et le pays a le droit de connaître ses prochains gestes. La situation du grain dans l'Ouest ne pourrait certainement pas être pire. Déjà, l'orge, le blé et d'autres céréales d'exportation ont baissé de 20 à 25c. le boisseau. Nous avons appris hier que du blé avait accusé une autre baisse de 6c. le boisseau. On nous dit que les importations pourraient coûter moins cher. Les tracteurs étrangers coûtent moins d'argent. D'argent? Il n'y en a pas dans l'Ouest, pas même de dollars débloqués. Le gouvernement ne peut faire qu'une chose maintenant pour empêcher la ruine totale de l'Ouest: accorder une subvention à court terme aux producteurs céréaliers. A tout prendre, le producteur de blé a réussi pendant longtemps à se passer des subventions encombrantes, mais l'interprétation erronée de la situation financière internationale de la part du gouvernement accroît la nécessité d'une telle aide.

[M. Ritchie.]

• (11.10 p.m.)

Le gouvernement peut imputer tant qu'il voudra à la spéculation la nécessité de faire fluctuer le dollar, mais il y a un autre fait qu'il ne saurait nier, c'est qu'il fut forcé de prendre cette initiative par le document rédigé par les hommes d'affaires du centre du Canada de l'axe Toronto-Montréal et à leur intention, l'infâme Livre blanc sur les propositions fiscales. Le Livre blanc, d'après moi, en mettant les investissements canadiens au-dessus de tous les autres, a suscité l'entrée au pays à brève échéance d'une bonne partie de nos fonds, laquelle a provoqué des pressions à court terme sur le dollar canadien. Le gouvernement ne saurait nier que le Livre blanc sur les réformes fiscales ait joué un rôle primordial dans la pression exercée à l'heure actuelle sur le dollar canadien.

Dans tout cela, il ne faut voir qu'une vérité fondamentale, que le ministre des Finances et ses conseillers sont si mauvais prophètes que c'en est incroyable. Maintenant le dollar canadien est libre de retrouver son niveau naturel. Sur le plan purement théorique, en économie, la monnaie d'un pays devrait être libre d'atteindre sa valeur réelle, mais théorie pure et réalité sont deux choses bien différentes et si les monnaies de tous les pays du monde se mettaient à fluctuer, il ne resterait plus beaucoup de stabilité sur la planète. Même si les exportateurs canadiens doivent toucher des revenus moins considérables pour leurs produits et que le marché domestique doit s'attendre à une concurrence plus serrée, de la part d'importations de moins bonne qualité, j'estime que la fluctuation du dollar était inévitable en raison des circonstances.

L'initiative du gouvernement ne garantit même pas au consommateur que les prix vont baisser. Rien ne nous dit que la trame commerciale comportant l'importateur, le grossiste et le détaillant va faire bénéficier le consommateur des économies réalisées. Encore ici, il y a trop d'incertitudes. Trop de pays comme le Canada font dépendre leur avenir économique des fluctuations du commerce international pour que l'on tolère que les pronostics financiers se fassent à tout hasard. J'exhorte le gouvernement à consulter les autres organismes internationaux qui s'intéressent aux liquidités mondiales, afin d'enquêter sur les moyens d'autoriser le changement dans la valeur réelle de la monnaie d'un pays, sans craindre constamment de devenir l'enjeu des dangereux escrocs internationaux dont la présence se fait sentir trop souvent, j'entends par là les spéculateurs en monnaie.

Je ne pense pas que la libération du dollar risque de le faire surévaluer trop longtemps sur le marché. Celui-ci connaîtra peut-être une brève période d'agitation, mais je vois le